**Interview de Pierre Dardot par Agustín Courtoisie pour *Relaciones* (Uruguay)**

1. Le 16 octobre, la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon ont subi une attaque policière, judiciaire et politique d'une ampleur inédite en Europe. En Amérique latine, Rafael Correa (Équateur), Lula (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine) ont été persécutés.  
     Y a-t-il quelque chose en commun entre tous ces cas?

Il est de fait que les gouvernements néolibéraux ont tendance à instrumentaliser le pouvoir judiciaire (Cour suprême, Parquet, etc.) à des fins d’intimidation politique de leurs opposants. Mais cette instrumentalisation ne doit pas donner à penser que tous les cas que vous citez relèvent d’une même « persécution » orchestrée par un « état-major » centralisé. Les situations sont très différentes. La perquisition ordonnée par le Parquet représente indéniablement une mise en scène montée par Macron contre celui qu’il perçoit comme son principal rival pour le pouvoir. Mais la réaction de Jean-Luc Mélenchon face au procureur (« La République c’est moi », « ma personne est sacrée ») a donné la fâcheuse impression que ce dernier se situait au-dessus de la loi commune qui fait obligation à tous les partis de rendre leurs comptes de campagne transparents. Dans le cas de Lula il s’agit de toute évidence d’une opération visant à l’écarter de la compétition électorale pour la présidence. Quant à Rafael Correa, notons que son propre successeur entend maintenant prendre ses distances vis-à vis de la gestion gouvernementale dont il a hérité. De manière plus générale, il convient de se défier de tous les amalgames hâtifs qui ne font qu’ajouter à la confusion (du type « post-néolibéralisme » pour enrôler sous une même bannière Chavez, Correa, Lula, Bachelet, etc.).

**…à propos de *L’ombre d’Octobre* (2017)**

2. Dans ce travail, une distinction est faite entre le communisme étatique et le communisme sans État. Au lieu du protectionnisme d'État, il est proposé de favoriser le développement d'une capacité d'autoprotection. Pouvez-vous citer des exemples courants et spécifiques?

Nous reprenons cette distinction à Victor Serge pour justifier l’emploi de l’expression « communisme d’Etat » que d’aucuns jugent contradictoire au motif que le communisme serait nécessairement sans Etat. Mais pour notre propre compte nous ne sommes pas partisans d’une « abolition de l’Etat », à la manière des anarchistes, ni des étatistes qui font de l’Etat le centre de la vie sociale. Nous plaidons pour l’établissement d’un nouveau type d’Etat fondé sur les communs. Ni anarchisme, ni étatisme, mais autogouvernement collectif à tous les niveaux de la société. C’est pourquoi nous reprenons à Joan Subirats, l’un des inspirateurs de « Barcelone en Commun», l’idée d’un « mouvement de protection qui génère de l’autonomie ». Il souligne très justement qu’elle est « l’une des clés du mouvement des communs » et qu’elle est contradictoire avec « la tradition centrée sur l’Etat ». C’est l’idée d’un public non étatique : la municipalité de Barcelone a accordé des baux de 100 ans à des associations de quartier pour la gestion de sites destinées à des coopératives d’habitation plutôt que de programmer la construction de logements publics appartenant à l’Etat.

3.  Dans L'ombre d'Octobre, la condamnation du communisme bureaucratique et autoritaire est claire, soulignée depuis l'épigraphe initiale de Kropotkine jusqu'à l'épigraphe de Cornelius Castoriadis au chapitre 5. Mais est-il possible de défendre les plus vulnérables sans un État national fort et organisé pour résister à la mondialisation?

De notre point de vue, il est illusoire de chercher à « défendre les plus vulnérables » au moyen d’un « Etat national fort » dans la mesure où la logique de l’Etat-nation est historiquement une logique propriétaire, hiérarchique et masculiniste. De plus, ces dernières années, l’Etat-nation a montré à quel point il était devenu un acteur néolibéral à part entière, même dans des pays dont les gouvernants prétendaient avoir rompu avec le néolibéralisme. La logique productiviste et extractiviste a continué à prévaloir en Equateur avec Correa, au Brésil avec Lula (surtout pendant le second mandat) et au Venezuela sous une forme particulièrement autoritaire avec Chavez et Maduro. C’est pourquoi une transformation radicale de l’Etat ne pourra pas venir de l’intérieur de l’Etat, mais de l’extension et du renforcement du mouvement autonome des communs.

**…à propos de *Commun* (2014)**

4. Dans la troisième partie du livre, neuf propositions politiques sont énumérées. Parmi eux, nous cherchons, par exemple, à construire une politique du commun, à opposer le droit de propriété à la propriété, à instituer l'entreprise commune, à comprendre que le commun doit fonder la démocratie sociale, etc. N'y a-t-il pas une liste d'objectifs au lieu d'une liste de moyens efficaces?

En effet, ces propositions politiques définissent des objectifs sur la voie de la construction d’une société du commun. Par exemple, l’action de retourner le droit d’usage contre le droit de propriété en tant que droit exclusif et absolu constitue un tel objectif de dépassement de la logique propriétaire. Mais, en même temps, cet objectif correspond à des revendications et des expérimentations pratiques mises en œuvre ici et maintenant dans la lutte contre le capitalisme néolibéral (par exemple, pour faire prévaloir un droit d’usage collectif à propos de certaines terres ou de certains logements). Il faut rompre à cet égard avec le schéma tenace selon lequel le choix des moyens relèverait de la pure tactique. Les moyens ne valent que s’ils rendent la fin présente, ici et maintenant, au lieu de la renvoyer à un avenir indéfini. Les moyens ne sont pas des instruments, ils « viennent avec » la fin et ne sont jamais indépendants d’elle.

5. Dans Commun, le lecteur latino-américain habitué aux sciences sociales et politiques peut remarquer que, dans les références prédominantes, les auteurs français, les classiques du marxisme, les Européens en général, ne mentionnent jamais les philosophes politiques tels que John Rawls, Robert Nozick, Ronald Dworkin. Est-ce une option délibérée?

Pour notre propre part, cette absence de mention est en effet délibérée. Nous avons fait référence à la conception de la propriété privée défendue par Nozick dans *La nouvelle raison du monde*, mais c’était pour mieux montrer que cette conception était très éloignée de celle de Locke en dépit d’une référence insistante à ce dernier. En revanche il n’est question ni de cet auteur ni des deux autres dans *Commun* pour une simple et bonne raison : aucun de ces auteurs ne nous aident en quoi que ce soit à élaborer une alternative au capitalisme néolibéral. Nozick parce qu’il est libertarien, Rawls et Dworkin parce qu’ils s’inscrivent dans une controverse dont nous refusons jusqu’aux termes : celle qui oppose libéraux et communautariens. Le commun tel que nous l’entendons ne présuppose ni le sujet rationnel isolé des libéraux ni la communauté de tradition et de culture des communautariens. Comme principe, il requiert la coparticipation à une même activité pratique collective, celle de la production des règles de l’usage. Le sujet collectif du commun ne préexiste pas à cette activité. Loin d’en être le point de départ, il en un effet.

**…à propos de *Ce cauchemar qui n’en finit pas* (2016)**

6. Vous et Christian Laval comprenez par "néolibéralisme" quelque chose de différent du sens ordinaire du terme. Ils l’analysent comme un "monde de raison" qui propage la logique du capital vers tous les rapports sociaux. Ce n'est pas un système "à parti unique" mais un système de "une seule raison politique". Quel rôle jouent les médias de masse à cet égard?

Nous parlons très exactement d’une « raison-monde » pour signifier qu’il s’agit d’une rationalité qui ne connaît pas de limite et qui traverse toutes les relations sociales. Cette rationalité est mise en œuvre par de multiples acteurs. Les grands medias d’opinion et de divertissement constituent à nos yeux une composante essentielle de ce que nous appelons le « bloc oligarchique néolibéral ». Ceci vaut tout particulièrement de l’expertise économique dominante qui exerce une véritable fonction politique en rappelant au besoin à l’ordre les gouvernements eux-mêmes lorsqu’ils s’écartent un tant soit peu de la normalité néolibérale. Il faut cependant se garder soigneusement de toute attaque indiscriminée contre les « journalistes », dont beaucoup cherchent à faire leur travail en toute honnêteté et indépendance (comme c’est le cas de Mediapart en France).

7. Qu'est-ce que les expériences de "Podemos" (Espagne) et de Syriza (Grèce) nous enseignent jusqu'à aujourd'hui?

Ce sont là deux expériences très différentes. Celle de Podemos a été initiée d’en haut par un noyau d’universitaires qui a su canaliser à son profit électoral les aspirations nées en 2011 du mouvement des Indignés du 15M. Aujourd’hui force est de constater que Podemos, après avoir renoncé à la posture de la « centralité » (ni droite ni gauche), est en voie de normalisation politique et s’intègre toujours davantage dans le jeu des partis. Celle de la Grèce a été impulsée par Syriza, une coalition de petits partis d’inspiration marxiste qui n’a pas résisté à l’« épreuve du pouvoir » : après la volte-face de juillet 2015, le gouvernement de Tsipras s’est fait le relais des plans de la Troïka et a imposé une cure d’austérité sans précédent au peuple grec. Dans les deux cas la stratégie de « conquête du pouvoir d’Etat » a révélé ses insurmontables limites. La transformation sociale implique une rupture avec cette stratégie.